

Bilan 2017 - chiffres clés

Le Marché du travail et les Politiques de l'emploi en Guadeloupe, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Fin 2017, les Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) de catégorie A et ABC augmentent de 0,7% et 1,9% respectivement sur un an en Guadeloupe. Les plus fortes hausses de la DEFM concernent les seniors (50 ans et plus) avec des variations de +5,6% et +6,5% en catégories A et ABC. La demande d'emploi baisse, par contre, pour les jeunes et pour les demandeurs adultes en catégorie A. En catégories ABC, elle est stable pour ces publics. La demande d'emploi de longue durée (un an et plus) repart à la hausse après un recul notable en 2016 (+4,5% sur un an en catégories ABC). 5 368 contrats relevant des politiques de l'emploi ont été signés en 2017 (-34,1% sur un an suite à la réorientation de la politique de l'emploi). La majorité (55%) a été contractualisée dans le secteur non marchand. Le CUI-CAE (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi) est le premier contrat aidé localement (46,6%).

Fin décembre 2017, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A s'établit à 55 806 en données brutes en Guadeloupe. Il augmente de 0,7% (408 inscrits de plus) par rapport à fin décembre 2016. Par âge, les seniors (50 ans et plus) sont les seuls à enregistrer une hausse de la demande en catégorie A (+5,6%). Cette augmentation est un peu plus forte que celle observées en 2016 (+3,7%). Les jeunes de moins de 25 ans voient leur situation s'améliorer (-2,3%) ainsi que celle des demandeurs âgés de 25 à 49 ans, la majeure partie des demandeurs en catégorie A, (-1,3%) sur un an soit 404 demandes de moins.

65 543 demandes ABC en Guadeloupe

au 31 décembre 2017	Catégorie A		Catégories ABC	
	Nombre	Evolution 1 an	Nombre	Evolution 1 an
Demande d'emploi (DEFM)	55 806	0,7%	65 543	1,9%
Hommes	24727	0,1%	27911	1,0%
Femmes	31 079	1,2%	37 632	2,7%
Jeunes -25ans	6 202	-2,3%	7 224	0,2%
25 à 49 ans	31 657	-1,3%	37 900	0,0%
Seniors 50ans et +	17 947	5,6%	20 419	6,5%
Demande de longue durée			38 025	4,5%
Jeunes DELD			1 905	6,1%
Femmes DELD			21 789	4,5%
DELD 2ans et plus			25 293	-0,5%

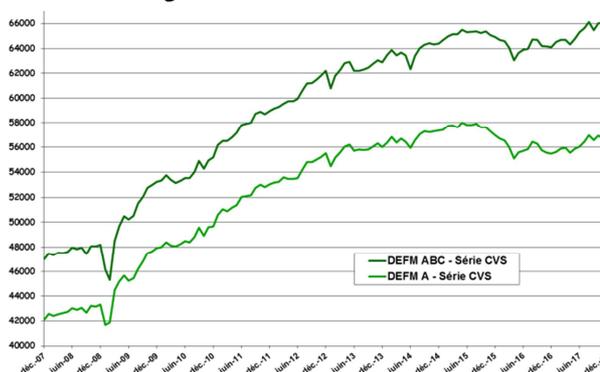
Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement SESE, champ Guadeloupe, données brutes

Haussse des demandes en catégories B et C

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC s'établit à 65 543 en données brutes, en hausse de 1,9% sur un an (1 241 inscrits en plus). Les jeunes voient leur effectif augmenter de 0,2% en catégories ABC alors que pour les demandeurs âgés de 25-49 ans, le nombre de demandes reste stable sur un an. Le nombre de demandes en catégories B et C (activité réduite) a augmenté sensiblement (+9,4%) après une hausse déjà importante en 2016 (+7,7%). Les catégories D et E diminuent respectivement de 6,8% et 30,0%. 69 432 demandeurs

sont inscrits à Pôle emploi fin 2017 pour l'ensemble des catégories (ABCDE) en Guadeloupe. Ce nombre a augmenté de 0,5% sur un an.

Haussse de 1,9% des demandes d'emploi en catégories ABC fin 2017 sur un an



Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement SESE, champ Guadeloupe

Le niveau de formation des demandeurs d'emploi s'élève continuellement à l'image du niveau de formation de la population générale. En 2017, les demandes de niveaux de formation les plus élevés enregistrent les hausses les plus fortes : +7,3% pour les niveaux bac+4, +6,1% pour les niveaux bac+2 alors que les demandes pour les niveaux les plus faibles diminuent (-2,5%).

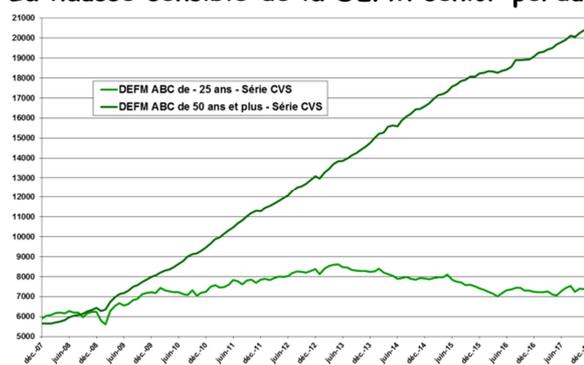
Haussse du niveau de formation des demandeurs

au 31 décembre 2017	Effectif	Evolution 1 an	Femmes	Moins de 25 ans	25-49 ans	50 ans et +	DELD 1 ans et +
Niveau I et II (Bac +4 et plus)	3921	7,3%	7,1%	3,4%	8,1%	2,9%	4,7%
Niveau III (Bac +2)	5899	6,1%	10,4%	12,4%	11,1%	3,9%	7,7%
Niveau IV (Bac)	13884	3,2%	23,8%	44,8%	23,2%	9,0%	18,4%
Niveau V (BEP-CAP)	24701	2,6%	34,5%	30,5%	38,7%	38,4%	39,6%
Vbis (CEP SES BEPC)	6360	-2,5%	9,6%	3,8%	7,8%	15,3%	11,4%
Niveau VI (1er cycle 2ème degré)	10513	-2,5%	14,3%	2,5%	10,9%	30,4%	18,1%
Non ventilés	265	7,3%	0,4%	2,6%	0,2%	0,1%	0,1%
Total	65543	1,9%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement SESE, champ Guadeloupe

La situation des demandeurs d'emploi seniors, continue de se dégrader. Leur nombre croît de 6,5% en 2017 après +4,8% en 2016 et +9,7% en 2015. Il y a 1 238 seniors supplémentaires inscrits sur un an en ABC. Parmi les 20 419 demandes ABC seniors, la proportion des femmes atteint 55,9% fin 2017 (+0,9 point sur un an). 72,5% des demandeurs seniors sont inscrits depuis un an ou plus (+0,4 point sur un an). Pour les femmes, cette proportion représente 72,7%.

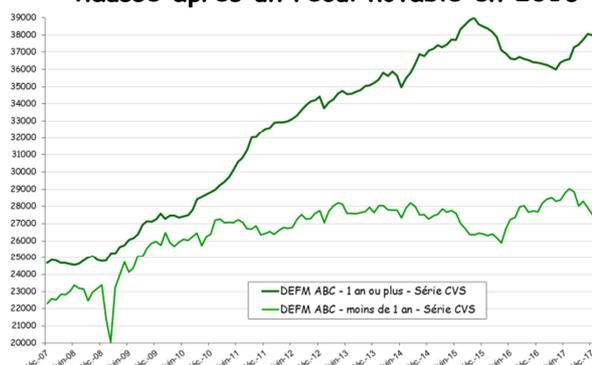
La haussse sensible de la DEFM senior perdue



Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement SESE, champ Guadeloupe

La demande d'emploi de longue durée (DELD) augmente de 4,5% fin 2017 sur un an, après une baisse de 5,4% en 2016. 38 025 demandeurs ABC ont ainsi un an et plus d'ancienneté d'inscription à Pôle emploi (+1 625). La part des demandeurs d'emploi de longue durée s'établit ainsi à 58,0% fin 2017 (+1,4 point sur un an). La demande d'emploi de très longue durée (ancienneté d'inscription de deux ans et plus) est en baisse légère (-0,5%) et représente 25 293 demandes (-124). 18 968 demandeurs sont inscrits à Pôle emploi sans discontinuité depuis trois ans ou plus en Guadeloupe (+130). Les femmes sont davantage représentées pour les durées d'inscription les plus longues à Pôle emploi. Elles représentent 58,1% des inscrits de trois ans et plus en catégories ABC.

La demande d'emploi de longue durée repart à la hausse après un recul notable en 2016



Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement SESE, champ Guadeloupe

Les fins de contrat ou de mission d'intérim et les reprises d'activité : principales causes d'inscription identifiées à Pôle emploi

En 2017, le flux des inscriptions à Pôle emploi en Guadeloupe s'est élevé à 56 552, en baisse de 1,1%. Le motif pour « fin de contrat ou de mission d'intérim » demeure la première cause d'inscription identifiée à Pôle Emploi (hors le « autres cas ») avec 9 798 inscriptions et augmente de 2,4% après 1,9% en 2016. Le second motif en importance, « reprise d'activité après interruption » est en forte hausse en 2017 (+30,1%) après un triplement de son volume en 2016. Le troisième motif, « 1ère entrée », concerne 8 569 entrées et augmente de 6,6% après une hausse de 26,6% en 2016. Les licenciements (« licenciement économique et autre licenciement ») sont globalement en recul en 2017, comme en 2016 (alors que le motif rupture conventionnelle est en hausse). Le motif « démission » est en augmentation (+4,2%).

Baisse de 1,1% des inscriptions en 2017

MOTIFS D'INSCRIPTION (DEE ABC)	2017	Evol2017 /2016	2016	Evol2016 /2015
Licenciement écon. + PAP anticipé	1 297	-11,2%	1 461	4,0%
Autre licenciement	1 644	0,1%	1 642	-14,6%
Démission	1 116	4,2%	1 071	7,4%
Fin de contrat ou de mission d'intérim	9 798	2,4%	9 569	1,9%
Reprise d'activité après interruption	9 797	30,1%	7 529	183,2%
1ère entrée	8 569	6,6%	8 042	26,6%
Ruptures conventionnelles	2 389	10,7%	2 159	26,1%
Autres cas	21 942	-14,7%	25 718	-8,3%
Total	56 552	-1,1%	57 191	9,0%

Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement SESE, champ Guadeloupe, données brutes, PAP anticipé : Projet d'Action Personnalisé proposé au salarié dont l'employeur anticipe le licenciement économique

Recul du nombre de sorties à Pôle Emploi

En 2017, les sorties de Pôle emploi diminuent de 4,9% pour s'établir à un niveau légèrement inférieur à celui des entrées. Les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation constituent près des deux-tiers des sorties et rendent, de part leur importance, difficile une analyse précise des causes de sortie de Pôle Emploi. Les sorties sont néanmoins en hausse pour les motifs « radiations administratives » et « entrées en stage ». Elles sont en baisse pour les autres motifs : « autres cas de sortie », « reprises d'emploi », « cessations d'inscription pour défaut d'actualisation », les « arrêts de recherche » et les « changements d'Ale ».

11,6% de hausse des sorties

MOTIFS DE SORTIE (DES ABC)	2017	Evol2017 /2016	2016	Evol2016 /2015
Reprise emploi	5 306	-10,1%	5 905	22,7%
Entrée en stage	5 334	1,8%	5 240	52,2%
Arrêt de recherche	1 818	-2,2%	1 859	10,1%
Radiation administrative	1 535	13,6%	1 351	-10,1%
Cessation d'inscription *	34 675	-5,1%	36 543	9,9%
Changement d'ALE	2 587	-0,2%	2 592	-1,1%
Autres cas de sortie	3 693	-13,5%	4 268	-3,8%
Total	54 948	-4,9%	57 758	11,6%

*.....Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation. Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement SESE, champ Guadeloupe, données brutes

Les offres enregistrées diminuent en 2017

Le nombre d'offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi s'établit à 7 389 en Guadeloupe en 2017 et diminue de 14,8% après une hausse de 1,9% en 2016.

Nombre de demandeurs d'emploi en baisse à Saint-Martin, en hausse à Saint-Barthélemy

Fin 2017, La catégorie A englobe 4 846 demandeurs dans les Îles-du-Nord (4 267 à Saint-Martin et 579 à Saint-Barthélemy). En un an, le nombre de demandeurs d'emploi y a augmenté de 3,7 %, uniquement à Saint-Barthélemy (+36,6%). 5 257 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie ABC dans les Îles-du-Nord (4 605 à Saint-Martin et 652 à Saint-Barthélemy). Ce nombre est en baisse de 0,4 % sur un an. À Saint-Martin, la demande d'emploi ABC est en baisse sur un an (-3,3%) alors qu'à Saint-Barthélemy, elle a cru nettement (+26,6%). Les femmes sont majoritaires parmi les demandeurs ABC dans ces deux territoires (59,2% à Saint-Barthélemy, 59,7% à Saint-Martin). La demande d'emploi de longue durée est moins fréquente qu'en Guadeloupe (40,1% contre 58,0%) mais voit sa part augmenter très légèrement en 2017 (+0,9%). Elle représente 40,9 % des demandes à Saint-Martin et 34,7 % à Saint-Barthélemy. Remarque : l'ouragan IRMA a impacté fortement les Îles-du-Nord en 2017.

Hausse sensible de la demande d'emploi à Saint-Barthélemy en 2017

au 31 décembre 2017	Saint-Martin		Saint-Barthélemy	
	Catégorie A	Catégories ABC	Catégorie A	Catégories ABC
Demande d'emploi (DEFM)	4 267	4 605	579	652
Hommes	1 737	1 854	234	266
Femmes	2 530	2 751	345	386
Jeunes -25 ans	415	448	36	37
25 à 49 ans	2 458	2 666	399	457
Seniors 50 ans et +	1 394	1 491	144	158
Demande de longue durée		1 883		226
Jeunes DELD		99		7
Femmes DELD		1 113		129
DELD 2 ans et plus		1 043		70

Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement SESE, données brutes

LES DISPOSITIFS DE L'EMPLOI MIS EN ŒUVRE EN 2017

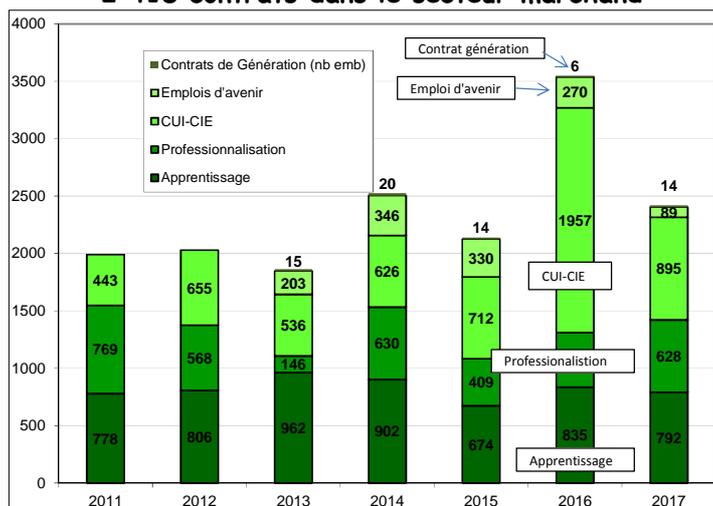
En 2017, le nombre de contrats relevant des politiques de l'emploi s'établit à 5 368 en Guadeloupe, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy. Ce chiffre est en nette diminution de 34,1% sur un an (2 777 contrats de moins) après une hausse de 9,7% en 2016. Cette forte baisse concerne aussi bien les contrats aidés signés dans le secteur marchand que ceux dans le secteur non marchand. En effet, pour les premiers, le repli est de 31,8% et pour les seconds de 35,9%. 2 418 contrats du secteur marchand ont été comptabilisés en 2018 dont le principal est le CUI-CIE (Contrat Unique d'Insertion - Contrat Initiative Emploi). Ce dernier a permis aux entreprises de signer 895 contrats soit une baisse sensible de 84,3% après une hausse exceptionnelle en 2016. Le contrat d'apprentissage diminue aussi mais dans une moindre mesure de 5,1% sur un an. En revanche, le contrat de professionnalisation est en progression de 31,9% et s'élève à 628 contre 476 en 2016. Pour les emplois d'avenir du secteur concurrentiel, le nombre de contrats diminue de plus de la moitié (54,3%) soit 181 contrats de moins par rapport à 2016. Le contrat de génération est augmentation mais cela concerne des petits volumes.

Parallèlement le nombre de contrats du secteur non marchand s'établit à 2 950 et diminue de 35,9% en lien avec la réorientation de la politique de l'emploi qui vise la formation et l'élévation des compétences. Le CUI-CAE (Contrat Unique d'Insertion - Contrat d'Accompagnement dans l'emploi), contrat majeur du secteur, est en recul de 28,8% (1 013 contrats de moins). De même, le nombre d'emplois d'avenir chute 58,7% après un repli de 19,2% en 2016. Le dispositif est en voie d'extinction.

La part des communes accueillant les bénéficiaires des CUI-CAE est plus importante en 2017 qu'en 2016 (22,8% contre 20,4%). A noter, le poids des communes atteignait 9,0% en 2012. Les femmes demeurent largement surreprésentées. La part des femmes dans ce dispositif était de 63,0% en 2012. Toutefois, cette surreprésentation est modérée dans les collectivités territoriales. L'an passé, la part des hommes était majoritaire.

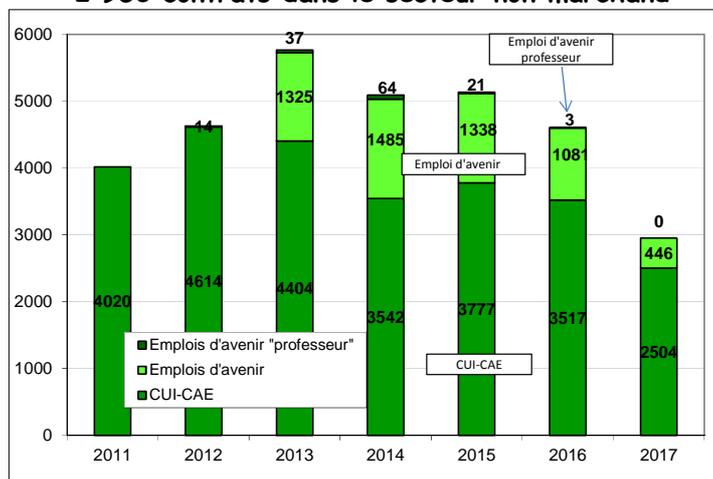
Les autres mesures de la politique de l'emploi rencontrent des évolutions contrastées. Le dispositif mis en œuvre tel que la garantie jeune est en progression. Tous les autres sont en repli plus ou moins important selon le dispositif. Les primes à l'embauche ont également reculé sous l'effet de la fin du dispositif en 2017. Le service civique diminue de moitié après deux ans de progression. Notons la fin du CIVIS (Contrat d'Insertion dans la VIe Sociale). Le Projet Initiative Jeune (PIJ) -aide à la création d'entreprise, la plus ancienne encore en vigueur, poursuit sa décline suite à la décentralisation du dispositif. Le plan 500 000 formations supplémentaires recule en 2017 suite à la baisse des enveloppes budgétaires.

Les contrats conclus en 2017 2 418 contrats dans le secteur marchand*



*Certains chiffres sont susceptibles d'évoluer Source : Dares, DIECCTE, MILE, ASP

2 950 contrats dans le secteur non marchand*



*Certains chiffres sont susceptibles d'évoluer source : Dares, DIECCTE, ASP

Structures d'accueil des CUI-CAE dans le secteur non marchand

Structure d'accueil	Structure	part homme	part femme
Commune + EPCI	22,8%	47,4%	52,6%
Association - Fondation	47,3%	21,9%	78,1%
Ets public d'enseignement	25,6%	10,5%	89,5%
Autres	4,3%	27,2%	72,8%
TOTAL	100,0%	25,1%	74,9%

Source : Dares

Les autres dispositifs d'accompagnement

Mesures	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Evol 2017/2016
Plan 500000 formations supplémentaires à partir de janv 2016				3 871	6 125	4 700	-23,3%
Service civique				437	759	350	-53,9%
PIJ (Projet Initiative Jeune) - Création d'entreprise	104	77	51	59	31	18	-41,9%
Prime à l'embauche PME : nombre d'aides validées					2 546	2 076	-18,5%
CIVIS	1 796	1 905	1 382	953	719	2	-99,7%
garantie jeune				127	142	329	131,7%

Source : Dares, DIECCTE, Mission locale, ASP, Urssaf

DES DISPOSITIFS DE L'EMPLOI, POUR QUEL PUBLIC ?

Garantie Jeune

C'est un droit ouvert qui s'adresse aux jeunes de 16 à moins de 26 ans, en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET).

Pour favoriser leur insertion dans l'emploi, ils sont accompagnés de manière intensive et collective et bénéficient de mises en situation professionnelle.

Cet accompagnement est assorti d'une aide financière pour faciliter leurs démarches d'accès à l'emploi.

Contrat d'apprentissage

Il s'agit d'un contrat destiné aux jeunes de 16 à 25 ans (voire plus dans certaines conditions) permettant une meilleure insertion professionnelle en alternant des périodes de formation en entreprise et des périodes en Centre de Formation des Apprentis (CFA).

Contrat de professionnalisation

Ce contrat s'adresse à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus et aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus. L'objectif est de leur permettre d'acquérir une qualification professionnelle et de favoriser l'insertion ou la réinsertion de ces publics.

CUI-CAE

(Contrat Unique d'Insertion Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi)

Il s'adresse aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. Selon l'arrêté fixé par le Préfet, ce contrat vise l'ensemble des demandeurs d'emploi ayant au moins 6 mois d'ancienneté d'inscription. Mais également aux demandeurs d'emploi de 50 ans et +, jeunes sans diplôme, personnes en chantiers d'insertion, les sortants de prison.

Le contrat initiative emploi (CUI-CIE)

C'est un contrat aidé dans le secteur marchand qui facilite, grâce à une aide financière pour l'employeur, l'accès durable à l'emploi des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Il permet des recrutements en CDI ou CDD.

Le contrat unique d'insertion - contrat initiative emploi (CUI-CIE) constitue la déclinaison, pour le secteur marchand, du contrat unique d'insertion (CUI).

PIJ (Projet Initiative Jeune)

S'adresse aux jeunes de moins de 31 ans ou ayant terminé un contrat emploi jeune depuis moins de trois mois afin de les aider à réaliser un projet professionnel relatif à la création d'entreprise ou à la mobilité.

Emploi d'avenir

C'est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle. Il existe aussi un emploi d'avenir « professeur » qui permet le pré-recrutement d'enseignants parmi les jeunes issus de milieux modestes.

CIVIS (Contrat d'Insertion dans la vie sociale)

L'ensemble des mesures ci-dessus est mobilisable. Il s'agit d'un droit à l'accompagnement vers l'emploi durable pour les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou maximum bac +2 non validé ou qui ont été inscrits comme demandeurs d'emploi de plus de 12 mois au cours des 18 derniers mois.

Plan 500 000 formations supplémentaires pour les personnes en recherche d'emploi

Aider les personnes à retrouver le chemin de l'emploi est une priorité pour le ministère du Travail. Pour favoriser la montée en compétences des personnes en recherche d'emploi et la satisfaction des besoins en recrutement, un plan de 500 000 actions de formation supplémentaires a été lancé au mois de janvier 2016. Le plan prévoit des entrées en formation supplémentaires sous forme de cours certifiant, professionnalisant ou de modules. Ce dispositif coordonné par les régions, et suivi par l'Etat, vise les demandeurs d'emploi de longue durée et sans qualification, notamment les jeunes. Afin de favoriser un retour à l'emploi durable, plusieurs modules existent :

- Des actions préparatoires à la qualification
- Des remises à niveau
- Des initiations aux gestes professionnels

Le contrat de génération

Ce dispositif d'aide à l'emploi vise à créer des binômes jeune-senior pour encourager l'embauche des jeunes et garantir le maintien dans l'emploi des seniors, tout en assurant la transmission des compétences. Ce dispositif prévoit une aide financière pour toute embauche à partir de 2013 effectuée par les PME sous certaines conditions.

Le service civique

C'est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, étendu jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap ; seuls comptent les savoir-être et la motivation.

Les différentes catégories de demandeurs d'emploi :

DEFM : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois

DEFM de catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

DEFM de catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;

DEFM de catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois)

DEFM de catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;

DEFM de catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

DEE : Demandeurs d'Emploi Enregistrés ; DES : Demandeurs d'Emploi Sortis ; CLD : Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an.

Ancienneté moyenne des demandes d'emploi

Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle emploi, mesurée en mois, des demandes d'emploi en cours. Elle ne doit pas être confondue avec la durée moyenne d'inscription à Pôle emploi qui indique la durée moyenne des demandes d'emploi des personnes qui ont quitté Pôle emploi au cours d'une période donnée, quel que soit le motif de sortie. La durée moyenne est plus courte que l'ancienneté moyenne puisqu'elle est calculée sur la base des seuls sortants, parmi lesquels les demandeurs de longue durée sont sous-représentés.

Offres collectées par Pôle emploi

Depuis juillet 2013, des offres déposées auprès de partenaires de Pôle emploi sont également publiées sur le site internet de Pôle emploi, afin de permettre une plus grande visibilité des offres et faciliter le rapprochement avec les demandes d'emploi. Le nombre d'offres d'emploi collectées publiées ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site pole-emploi.fr.

Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de GUADELOUPE

Direction :

Rue des Archives, Bisdary – 97113 GOURBEYRE

Téléphone : 05.90.80.50.50

Télécopie : 05.90.80.50.00

Bureau de Jarry :

Immeuble Raphaël, ZAC Houelbourg Sud,
Lot n° 13 - Z.I de Jarry, 97122 Baie-Mahault

Téléphone : 05.90.80.50.50

Télécopie : 05.90.83.70.75

Bureau de Saint-Martin :

20, rue de Galisbay, 97150 Marigot - Saint -
Martin

Téléphone : 05.90.29.02.25

Télécopie : 05.90.29.18.73



Bureau de Basse-Terre

30, chemin des Bougainvilliers-Guillard
97100 Basse-Terre

Téléphone : 05.90.80.50.50

Télécopie : 0590.81.60.05

Bureau des Abymes – Dothémare

Immeuble C2E – rue de l'Abreuvoir-Dothémare
97139 Les Abymes

Téléphone : 05.90.80.50.50

Télécopie : 05.90.90.28.95

ISSN : 1969 - 3060

Dépôt légal : Avril 2018

Directeur de publication : Louis MAZARI

Réalisation DIECCTE Guadeloupe, service ESE (Etudes, Statistique, Evaluation)

Charly DARMALINGON & Roman JANIK

Courriel : 971.statistiques@dieccte.gouv.fr Web : www.guadeloupe.dieccte.gouv.fr